

# Le fascisme en Valais 1933 - 1941

par  
Roger JOSEPH

Divers mouvements, les Fronts, naquirent en Suisse dans les premiers mois de 1933. Appelée « printemps des Fronts », cette éclosion de groupes d'extrême droite qui faisait suite à l'avènement du régime nazi se manifesta d'abord en Suisse alémanique. Très vite cependant, le phénomène gagna la Suisse romande, touchant toutefois plus les cantons protestants que les catholiques.

Fribourg se révéla imperméable au frontisme. Le *Front national* (F. N.) et la *Fédération fasciste suisse* (F. F. S.) y échouèrent dans leurs tentatives d'y implanter des sections. Quant à l'*Union nationale*, le mouvement genevois que dirigeait Georges Oltramare, elle n'y mobilisa que de très faibles effectifs.

Les districts septentrionaux du Jura fournirent de forts contingents à la F. F. S., mais aucun mouvement analogue ne parvint à y prendre pied. Le fascisme jurassien mourut avec la F. F. S. en 1936. Un an plus tard, Oltramare tenta de rassembler sous sa bannière les anciens militants des faisceaux. Il ne rencontra à peu près aucun écho.

En Valais, il en alla autrement qu'à Fribourg ou dans le Jura. Un Front de caractère local y naquit en 1933 et se révéla des plus robustes. Il surmonta ses difficultés en changeant de nom, adhérant à un mouvement qui se voulait une vocation nationale ou romande, puis rompant pour un autre. Il fallut une intervention de la police fédérale en 1941 pour que disparaisse ce groupement à la longévité exceptionnelle.

Pourquoi le Valais se distingua-t-il ainsi des autres régions catholiques de Suisse romande ?

L'explication ne peut être donnée par la crise économique. Certes, le Valais souffrit de la grande dépression des années trente, mais beaucoup moins que les cantons industrialisés et dans une mesure analogue aux autres cantons essentiellement agricoles.

Durant les premières années de la décennie, le Valais connut une grave crise politique du fait de la profonde division du parti conservateur entre les tenants du Valais aristocratique et ceux, majoritaires, de

la tendance populaire. Cette crise peut expliquer la naissance du mouvement, non sa vigueur : elle avait pris fin lorsque le fascisme valaisan atteignit son apogée.

Il sera peut-être possible de donner un jour une explication satisfaisante du phénomène. Cette étude n'a que le but, plus modeste, de le décrire.

## 1. Le front valaisan

L'idée de la création d'un front en Valais naquit en mai 1933 chez certains jeunes gens du chef-lieu issus des meilleures familles et appartenant à la tendance minoritaire du parti conservateur. Ils reçurent le soutien d'André Marcel, rédacteur à la *Feuille d'Avis du Valais*, l'« organe de la droite aristocratique sédunoise »<sup>1</sup>. La création effective du frontisme valaisan fut toutefois le fait d'un groupe opposé, appuyé par le *Courrier de Sion*, dont le rédacteur, Adolphe Sauthier, était un ardent défenseur de Maurice Troillet, le chef de la fraction conservatrice populaire.

Fondé à fin mai, le nouveau groupement, qui prit le nom de *Front valaisan*, se dota d'un comité de sept membres : René Jacquemet, instituteur à Conthey, Charles Desfayes, ingénieur, Alexandre Richard, horloger, Jean Fardel, entrepreneur, Gaspard Lorétan, employé de commerce, tous quatre de Sion, Francis Morand, fils d'un propriétaire de la région de Martigny, et Adolphe Sauthier. Jacquemet reçut la présidence ; Desfayes, la vice-présidence ; Sauthier fut nommé caissier et Richard, secrétaire.

En juillet, le Front communiqua son programme à la presse valaisanne<sup>2</sup>. Tous les journaux, le *Courrier de Sion* excepté, le critiquèrent sans ménagement. Ils s'accordèrent à ne lui reconnaître aucune originalité et tournèrent en dérision l'antisémitisme qui s'y manifestait.

De fait, dans un canton où la population juive était des plus réduites (dix-neuf Israélites recensés en 1930), il pouvait paraître étrange que l'on tînt à affirmer : « Puisque les Juifs refusent de se confondre avec les autres races et d'obéir aux lois ordinaires, ils seront considérés comme des étrangers ».

Mais la caractéristique essentielle de ce programme résidait dans ce qu'il rangeait le *Front valaisan* parmi les mouvements fédéralistes romands.

Encore vivace aujourd'hui dans le canton de Vaud avec la Ligue vaudoise et son organe, *La Nation*, ce courant, qui se réclamait d'un fédéralisme « intégral », prônait en fait le retour à un système confédéral. Ainsi, malgré la terminologie à laquelle ils recouraient, les fédéralistes étaient ennemis de l'Etat fédératif institué en 1848. Ils désiraient le

<sup>1</sup> A. Guex, *Le demi-siècle de Maurice Troillet*, Martigny, 1971, t. II, p. 93. (*Bibliotheca Vallesiana*, 9).

<sup>2</sup> Le texte intégral fut publié dans l'*Action nationale* du 2 septembre 1933.

Lorsqu'un mouvement politique compte un journaliste au nombre de ses dirigeants, c'est tout naturellement celui-ci qui se voit confier la retour à l'ancienne Confédération et à son système d'alliances entre des Etats souverains.

C'est exactement la position que prenait le *Front valaisan* dans son programme : « Le *Front valaisan*, d'accord avec les Fronts romands, réclame le fédéralisme. Les cantons souverains et autonomes, sauf en matière militaire et diplomatique, formeront une véritable confédération. »

Anticommunisme, antimaçonnisme, défense de la famille et de la religion constituaient les autres thèmes de ce programme. L'antidémocratie n'y percevait qu'au travers d'une attaque contre le Grand Conseil, « élu des partis et des dissensions entre les citoyens ». Très vague en ce qui concernait les institutions, il se bornait à demander le remplacement de ce Grand Conseil par une chambre corporative.

Ce premier manifeste avait été rédigé par Sauthier. Un second, dû à Desfayes, vint le compléter<sup>3</sup>. Plus précis, il révélait aussi une tendance antidémocratique beaucoup plus nette. Dans la logique du fédéralisme intégral, il réclamait la suppression du Conseil national. Mais il allait beaucoup plus loin : les membres du Conseil fédéral et des gouvernements cantonaux devaient être recrutés par cooptation et nommés à vie, les partis politiques devaient être interdits. De plus, le mouvement se déclarait « seul juge des moyens, légaux ou non, à employer pour la réalisation de son idéal politique ».

Par ailleurs, le texte de Desfayes faisait la preuve que le Front n'était nullement favorable à l'Allemagne nationale-socialiste. Il demandait en effet « la mise en état de défense rapide de la frontière nord de la Suisse ». Une telle exigence ne se trouvait pas dans le manifeste rédigé par Sauthier, mais celui-ci partageait sans aucun doute les vues de Desfayes ; il avait, en 1933, une vision prophétique de ce qu'allait être la politique extérieure du nouveau *Reich* : « Elle consiste à dire à intervalles réguliers : Accordez-moi encore cela et je ne vous demanderai plus rien. Si vous ne me l'accordez pas, je serai obligé de faire la guerre. Et quand tout sera obtenu, on fera la guerre quand même<sup>4</sup> ».

L'idéologie du mouvement ne fut que médiocrement soutenue par l'organe de presse mensuel, *Le Pilon*, que le mouvement se donna en décembre 1933.

Durant les premiers mois, le Front avait disposé de l'appui du seul *Courrier du Valais*. Encore cet appui ne pouvait-il se manifester de façon trop ostensible : Sauthier était le rédacteur du journal, non son propriétaire. Il était donc logique que le mouvement songe à créer son propre journal, mais le problème eût mérité d'être étudié, particulièrement sous l'angle financier. En fait, Sauthier et Richard passèrent à la réalisation sans en référer aux autres membres du comité et sans se soucier des contingences matérielles.

<sup>3</sup> Entretien avec Ch. Desfayes. Le second texte, qui n'est pas daté, ne fut pas remis à la presse mais publié en une plaquette de quatre pages (21,5 × 30,3 cm) intitulée *Front valaisan* (s. l. n. d.).

<sup>4</sup> *Courrier de Sion*, 20 octobre 1933.

responsabilité de son organe de presse. De ce fait, cet organe porte inévitablement sa marque. C'est ce qui se produisit avec le *Pilon*.

Sauthier était ardemment antisémite. Il entretenait d'étroites relations avec le Genevois Henri-Louis Servettaz, rédacteur de l'*Homme de Droite*, et collabora à cette petite feuille antisémite dont la violence pouvait rendre des points à l'organe de l'antisémitisme national-socialiste, le *Stürmer* de Julius Streicher. Chargé d'assurer la rédaction du *Pilon*, il consacra une place extravagante aux articles contre les Juifs. Quelques articles consacrés à la polémique avec des adversaires du Front et le compte rendu des activités de celui-ci meublèrent le reste du journal. Etant donné la faiblesse de son contenu, celui-ci fut donc une charge plus qu'un instrument utile au développement du mouvement.

Cette charge fut d'autant plus lourde que les troupes étaient peu nombreuses. Selon Desfayes, le Front, qui resta confiné aux districts de Sion et de Conthey, ne compta jamais plus d'une centaine de membres. Cette faiblesse des effectifs ne permettait évidemment pas une activité spectaculaire. Le mouvement ne se signala publiquement que par l'organisation de quelques conférences.

Pour renforcer son influence, le Front prit des contacts dans trois directions : avec les fédéralistes romands, avec une petite formation sierroise, le *Parti agraire*, et avec deux des grandes tendances du frontisme helvétique, le *Front national* et la *Fédération fasciste suisse*.

Par son programme, le Front était proche des fédéralistes romands. Une alliance avec eux était donc dans la logique des choses. Lorsque les divers mouvements entreprirent leur rapprochement, les Valaisans furent tout naturellement invités aux discussions. Ils participèrent ainsi, le 6 janvier 1934, à Lausanne, à la première des réunions qui devaient conduire quelques mois plus tard à la constitution de la Ligue des Patries romandes. Parmi leurs interlocuteurs, les Vaudois d'*Ordre et Tradition*, les Genevois de l'*Union nationale*, les Neuchâtelois de l'*Ordre national neuchâtelois* et les Fribourgeois de l'*Union nationale et sociale* ; ce fut avec ces derniers qu'ils nouèrent les liens les plus étroits.

Dirigée par le Dr Robert Bise, l'*Union nationale et sociale* de Fribourg ne disposait, comme le *Front valaisan*, que d'effectifs limités. Une collaboration entre les deux mouvements ne pouvait que leur être profitable. Ceci fut compris de part et d'autre et, en mars 1934, le *Pilon* devint l'organe commun des fédéralistes valaisans et fribourgeois.

De même que le Front, le *Parti agraire sierrois* cherchait à se renforcer par des alliances. Dissidence du Parti conservateur, il était menacé de disparition. En effet, on parlait avec insistance de l'instauration d'un quorum électoral qui aurait écarté du Grand Conseil les petites formations.

Mené durant l'automne 1933, le rapprochement avec le Front ne donna lieu à la création d'aucun lien organique. La fusion, qui était à l'étude, ne se réalisa pas. Cependant, pratiquement, les deux mouvements n'en formaient plus qu'un. Et l'avocat Léon Zufferey, qui dirigeait le *Parti agraire* depuis sa création en 1921, était considéré, bien qu'il n'en fût pas formellement partie, comme l'un des dirigeants du Front.

Zufferey rêvait d'un bipartisme de type anglo-saxon. Il fit savoir, au nom du Front, que celui-ci souhaitait l'établissement d'une entente entre tous les groupes minoritaires. Cet appel du pied aux radicaux et aux socialistes fut brutalement rejeté et attira sur le mouvement l'ire du parti majoritaire <sup>5</sup>.

Les mouvements d'approche en direction du F. N. et de la F. F. S. marquèrent respectivement la naissance et la mort du *Front valaisan*.

A ses débuts, le mouvement sembla devoir se rattacher au *Front national* ; dans son deuxième manifeste, il se présentait d'ailleurs comme l'une des sections de celui-ci. En fait, aucun lien réel n'avait encore été établi et Sauthier s'opposa victorieusement à cette intégration <sup>6</sup> qui eût été peu logique. Le F. N. avait, en effet, en matière de fédéralisme, des positions opposées à celles définies par le *Front valaisan*. Bien loin de désirer le retour au système confédéral, il apparaissait comme le partisan d'une centralisation accrue.

Durant l'hiver 1934, le F. N. reprit contact avec les Valaisans. Ceux-ci, qui avaient entrepris de se rapprocher de la F. F. S., rejetèrent sa proposition de se joindre à lui <sup>7</sup>.

C'est par l'entremise de Zufferey que les dirigeants du *Front valaisan* entrèrent en relation avec le chef de la F. F. S., le colonel Arthur Fonjallaz. Depuis le printemps 1933, le *Parti agraire* entretenait des liens avec la *Heimatwehr*, mouvement d'extrême droite qui recrutait la majeure partie de ses membres dans la campagne bernoise. Or, Fonjallaz était l'un des dirigeants de la *Heimatwehr* et le resta après la fondation de la F. F. S. En même temps qu'il fondait son propre mouvement, il emmena à Rome quarante de ses compatriotes, avant tout des membres de la *Heimatwehr* ; Zufferey et un autre dirigeant du *Parti agraire* étaient du voyage <sup>8</sup>.

Dans ces conditions, c'est Zufferey que Desfayes, qui se déclarait chaud partisan d'une alliance avec la F. F. S., chargea de prendre contact avec Fonjallaz. En janvier 1934, il lui demanda de faire savoir au colonel que le mouvement appelait « cette union de ses vœux » <sup>9</sup>. Le 11 février, une délégation valaisanne de quarante membres participa à la grande réunion, organisée à Berne par la *Heimatwehr*, au cours de laquelle le chef de la F. F. S. fit approuver le lancement de la célèbre initiative visant à l'interdiction de la franc-maçonnerie. En avril, le rattachement à la F. F. S. était pratiquement décidé. Trois membres du comité se rendirent auprès de Fonjallaz pour le négociateur <sup>10</sup>.

<sup>5</sup> Entretien avec L. Zufferey ; *Le Peuple valaisan*, 26 janvier 1934 ; *La Patrie valaisanne*, 3 mars 1934.

<sup>6</sup> Lettre de Ch. Desfayes à l'auteur, du 26 janvier 1971.

<sup>7</sup> *Le Pilon*, n° 3.

<sup>8</sup> Lettre de L. Zufferey à un membre du comité du Front (Ch. Desfayes ?), du 18 décembre 1933. Sur la *Heimatwehr* et la création de la F. F. S., voir W. Wolf, *Faschismus in der Schweiz*, Zurich, 1939, pp. 53-57.

<sup>9</sup> Lettre de Ch. Desfayes à L. Zufferey, du 13 janvier 1934.

<sup>10</sup> *Journal et Feuille d'Avis du Valais*, 17 février et 24 avril 1934 ; entretien avec Ch. Desfayes.

Le principal problème résidait dans la dette du Front. Celui-ci n'avait pas réussi à rassembler les quelques cent cinquante francs par mois qui, selon Desfayes, eussent été nécessaires à sa survie. La création du *Pilon* avait encore singulièrement aggravé les difficultés de la trésorerie<sup>11</sup>. Si le premier numéro, paraissant à la veille des fêtes de fin d'année, bénéficia d'une abondante publicité, il n'en alla pas de même avec les suivants. Et les abonnements étaient bien loin de couvrir les frais : à la parution du deuxième numéro, on ne comptait que vingt-huit abonnés « en règle avec la caisse »<sup>12</sup>. En avril, la dette atteignait mille cinq cents francs.

Fonjallaz accepta de couvrir ce déficit<sup>13</sup> et, le 12 mai, le comité vota la dissolution du Front et la reconstitution du mouvement en une section valaisanne de la *Fédération fasciste suisse*.

Cette ultime séance du comité du Front fut marquée par la rupture avec Sauthier. Avant de dissoudre le mouvement, ses dirigeants procédèrent à l'exclusion de celui-ci, à qui ils reprochaient la mauvaise qualité des derniers numéros du *Pilon* et sa conduite « néfaste à la prospérité du mouvement »<sup>14</sup>.

Lançant un défi à ses anciens amis — « dans le courant de juin, nous compterons nos forces respectives, MM. les fessistes ! »<sup>15</sup> —, Sauthier décida de recréer le Front. Malheureusement pour lui, le *Parti agraire*, qui avait refusé de rallier la F. F. S., rompit en juin avec ce Front aux effectifs extrêmement réduits. Il arriva pourtant au minuscule groupe de Sauthier de se manifester encore. A la mi-juin, la « poignée d'individus » qui le composait provoqua à Premplaz (Conthey) une bagarre politique qui fit plusieurs blessés<sup>16</sup>. Et, jusqu'à la fin de l'année, il continua de participer à l'activité de la *Ligue des patries romandes*. Toute trace de lui disparaît dès le début de 1935.

## 2. La section valaisanne de la Fédération fasciste suisse

Le comité qui, le 12 mai 1934, décida de la transformation du *Front valaisan* en une section cantonale de la F. F. S. n'expliqua évidemment pas les difficultés internes qui avaient motivé cette détermination. Il fit seulement savoir qu'il estimait « qu'une collaboration étroite devait exis-

<sup>11</sup> Desfayes attribue l'endettement que provoqua le *Pilon* à une manœuvre de Troillet, Sauthier, rédacteur d'un organe troilletiste, était évidemment en relation avec le conseiller d'Etat. Ce serait celui-ci qui l'aurait encouragé dans la création du journal, escomptant que le mouvement ne pourrait faire face à la dépense et serait ainsi contraint de regagner le giron de la fraction majoritaire du Parti conservateur.

<sup>12</sup> Lettre de Ch. Desfayes à L. Zufferey, du 13 janvier 1934.

<sup>13</sup> Entretien avec Ch. Desfayes.

<sup>14</sup> *Le Fasciste suisse*, 24 mai 1934.

<sup>15</sup> *Le Courrier de Sion*, 23 mai 1934.

<sup>16</sup> *La Patrie valaisanne*, 21 juin 1934, et *Le Peuple valaisan*, 22 juin 1934.

ter sur le terrain fédéral ». Les militants, qui n'avaient pas été consultés, étaient simplement invités « à prendre connaissance de la nouvelle organisation »<sup>17</sup>.

Cette nouvelle organisation du mouvement était largement inspirée de celle qu'avait imaginée Léon Zufferey pour le parti qui devait résulter de la fusion entre ses troupes et le *Front valaisan*.

Zufferey voulait faire reposer la structure du nouveau parti sur une cellule de trente hommes commandés par trois chefs, cellule qu'il appelait un *Grütli*. Les cellules étaient réunies en *fanions*, eux-mêmes commandés par trois chefs, un capitaine, un lieutenant et un banneret. L'ensemble des fanions d'un canton formait une *bannière* cantonale<sup>18</sup>.

La fusion ne se fit pas et Zufferey n'eut pas l'occasion de mettre en œuvre l'organisation qu'il avait imaginée. Mais il l'avait certainement présentée à ses amis de la *Heimatwehr*. C'est du moins la seule explication au fait que Fonjallaz adopta ce schéma pour sa *Fédération fasciste suisse*, se bornant à modifier le nom de la cellule de base, qui devint un *serment*, et à introduire, entre celle-ci et le fanion, une subdivision supplémentaire, le *faisceau*.

Cette organisation était cependant très théorique. Sa mise en place impliquait des effectifs beaucoup plus élevés que ceux dont disposa la F. F. S. Ainsi, un faisceau devait normalement comprendre cent deux hommes, soit trois chefs commandant trois serments de trente hommes et trois officiers. Bien peu de faisceaux correspondirent en Suisse à cette norme réglementaire, et en tout cas aucun des faisceaux valaisans.

Le premier de ceux-ci, dont le commandement échet à Lorétan, fut créé à Sion quelques jours après la constitution de la section. En juillet, celle-ci disposait de cinq faisceaux supplémentaires, ceux de Sierre, de Miège, d'Arbaz, d'Ayent et de Saint-Léonard. En novembre, la F. F. S. s'implantait dans le Haut-Valais et en décembre naissaient les faisceaux de Conthey et de Bramois.

Au printemps 1935, le mouvement se vantait d'avoir pris pied dans les treize districts du canton. En fait, son extension géographique était beaucoup plus limitée. En aval du district de Conthey, il ne possédait que deux faisceaux, l'un à Isérables et l'autre, qui n'eut qu'une existence éphémère, à Dorénaz. Au total, les effectifs se situaient entre trois et quatre cents membres<sup>19</sup>.

Cette expansion est néanmoins remarquable si l'on tient compte du fait que le mouvement avait connu de graves problèmes au niveau de la direction cantonale.

A la demande de ses pairs, Desfayes fut nommé chef cantonal par Fonjallaz. Cependant, son métier d'ingénieur, qui le contraignait à passer le plus clair de son temps sur les chantiers de montagne, constituait un sérieux handicap dans l'exercice de cette fonction. Il ne lui avait pas per-

<sup>17</sup> *Le Peuple valaisan*, 5 juin 1934.

<sup>18</sup> Lettre de L. Zufferey à un membre du comité du Front valaisan, du 18 décembre 1933.

<sup>19</sup> Lettre de Ch. Desfayes à l'auteur, du 26 janvier 1971.

mis de jouer un rôle important au sein du Front et l'empêcha de surveiller l'exécution de ses directives de chef cantonal de la F. F. S.

Il fit savoir qu'il jugeait inopportune la publication d'un communiqué de presse annonçant la création de la section valaisanne de la F. F. S. Il ne pensait pas tenir l'événement secret, mais il ne voulait pas qu'un communiqué pût servir de prétexte aux attaques de la presse. En son absence, ses subordonnés transmirent aux journaux un texte annonçant la fondation du groupement. Constatant qu'il n'était pas obéi, Desfayes donna sa démission avant la fin du mois de mai.

Il fut remplacé par Morand, qui démissionna à son tour en août ; manquant de diplomatie, il avait en quelques mois réussi à se brouiller avec tous ses subalternes. Après son départ, le poste de chef cantonal ne fut pas repourvu pendant près d'un an. Richard en assura la fonction avec le titre de secrétaire, mais sous le contrôle d'un directoire<sup>20</sup>. Au début de juin 1935, Desfayes, qui n'avait pas rompu avec le mouvement — depuis le début de l'année, il collaborait au *Fasciste suisse* —, accepta d'en reprendre la direction. Il la conserva jusqu'à la disparition de la *Fédération fasciste* en Valais.

Le *Pilon*, dont la parution n'avait été que suspendue le 12 avril 1934, ne reparut pas. Le *Fasciste suisse*, organe de la Fédération, devint également celui de la section valaisanne. Celle-ci, par là-même, ne manifesta aucune tendance idéologique propre. D'ailleurs, sur le plan des idées politiques, le passage du *Front valaisan* à la F. F. S. n'eut pas le caractère d'une révolution. Le mouvement n'y perdit que ce qui avait été les chevaux de bataille de Sauthier : l'antisémitisme et le « fédéralisme intégral ».

Le fascisme italien ne se fit antisémite que tardivement, pour complaire à l'allié germanique. Fidèle à son modèle et contrairement aux autres mouvements extrémistes suisses, la F. F. S. s'abstint de toute attaque contre les Juifs.

En matière de fédéralisme, le fascisme suisse n'avait pas une doctrine claire. Il lui arriva parfois de réclamer le renforcement des pouvoirs accordés aux cantons ou, au contraire, d'exiger un pouvoir central capable de renforcer l'harmonie au sein de la « nation suisse ». Son programme ne proposait cependant aucune modification substantielle du lien fédéral.

Pour le reste, l'idéologie de la F. F. S. ne différait pas beaucoup de celle qu'avait défendue le *Front valaisan*. Elle se résumait à ces grands thèmes communs à tous les mouvements d'extrême droite de cette époque : anticommunisme, antiparlementarisme, antimaçonnisme et corporatisme. Le changement d'étiquette n'impliquait donc pas une modification profonde de la doctrine.

L'insertion dans un mouvement organisé à l'échelle nationale et l'accroissement des effectifs permit l'organisation de manifestations d'une certaine envergure. Ainsi, le premier congrès de la section rassembla de quatre à cinq cents personnes.

Ce congrès se tint à Conthey, le dimanche 2 juin 1935. Les Valaisans et les délégations alémaniques et tessinoises, arrivées la veille, accueil-

<sup>20</sup> *Courrier de Sion*, 23 juillet 1934, et *Le Fasciste suisse*, 11 avril 1935.

lirent à Plan-Conthey le chef national entouré des représentants des sections romandes. Les fascistes montèrent en cortège vers Conthey-Bourg où ils défilèrent sous un arc de triomphe portant l'emblème du licteur. Devant l'église, un chanoine du Grand-Saint-Bernard bénit leurs fanions. Après la messe, ils gagnèrent une prairie où ils mangèrent la raclette et entendirent quelques discours <sup>21</sup>.

Alors qu'à Sion, un an plus tôt, une manifestation de bien moindre importance avait entraîné des heurts avec les socialistes et nécessité l'intervention de la police, ce rassemblement ne donna lieu à aucune manifestation d'hostilité.

Quelques mois plus tard, le mouvement procéda au dénombrement de ses partisans en participant, sous le nom d'*Action helvétique — Fédération fasciste suisse* <sup>22</sup>, aux élections au Conseil national. Sa liste, apparentée à celle des conservateurs et des jeunes conservateurs, portait les noms de Desfayes, d'Henri de Preux, ami du chef cantonal et ingénieur comme lui, et de Eggs, chef du faisceau de Reckingen. Ils n'obtinrent que 3447 suffrages de liste. Il en eût fallu 24 750 pour qu'un siège au Conseil national revînt à l'un d'eux <sup>23</sup>. Le district de Conthey avait apporté les meilleurs résultats.

Ces élections, qui amenèrent pour la première fois un socialiste valaisan au Conseil national, inquiétèrent les milieux catholiques. Le mouvement valaisan des *Jeunes Travailleurs* (J. T.) <sup>24</sup> naquit de cette inquiétude <sup>25</sup>. Dirigé par Roger Bonvin, le futur conseiller fédéral, il il avait essentiellement pour but de lutter contre la montée de la gauche ; cependant, rassemblant de jeunes patriotes, il constituait une concurrence directe pour le mouvement de Desfayes et celui-ci vit dans sa création une manœuvre des conservateurs dirigée contre lui. Il s'ensuivit une rupture définitive entre l'extrême droite et le parti majoritaire.

Lorsque, le 24 mai 1936, les fascistes valaisans tinrent à Saint-Léonard leur deuxième congrès, la fédération à laquelle ils appartenaient était sur le déclin. Au début de l'année, Fonjallaz s'était brouillé avec les sections alémaniques et celles-ci avaient quitté le mouvement. En février, faute de moyens, le *Fasciste suisse* avait cessé de paraître. Mais le mouvement valaisan n'avait rien perdu de sa vitalité. Au contraire, peut-être pour faire pièce aux J. T., il se radicalisait. Le *Courrier du Valais* put ainsi noter : « La formule du fascisme valaisan est maintenant purement révolutionnaire ! Le mot de révolution est dans toutes les bouches des orateurs et leurs plus simples propos sentent la poudre et la guillo-

<sup>21</sup> *Journal et Feuille d'Avis du Valais*, 4 juin 1935, et *Le Fasciste suisse*, 6 juin 1935.

<sup>22</sup> Conscient que le nom de son mouvement constituait un handicap face à l'opinion publique, Fonjallaz essayait de le remplacer par ce nom d'*Action helvétique*.

<sup>23</sup> Seuls 574 citoyens avaient mis dans l'urne le bulletin des candidats de la F. F. S.

<sup>24</sup> Issus du corporatisme chrétien-social, les J. T. ou chemises vertes apparurent à Genève à la suite des événements du 9 novembre 1932. Ils y furent les plus proches alliés de l'*Union nationale* de Georges Oltramare.

<sup>25</sup> R. Ruffieux, *Le mouvement chrétien-social en Suisse romande, 1891-1949*, Fribourg, 1969, pp. 300 et 443.

tine. N'a-t-on pas entendu un des chefs souhaiter que l'on pendît haut et court tous nos parlementaires fédéraux aux pylônes d'électrification des CFF ?<sup>26</sup> ».

Le congrès de Saint-Léonard se déroula selon le même schéma que celui de Conthey. Présent avec les délégations des sections romandes, Fonjallaz y reçut les honneurs dus à son rang. Pourtant la mésentente était dans l'air. Les Valaisans reprochaient au chef national de leur demander un effort financier trop important. Fonjallaz était persuadé qu'un mouvement comme le sien devait organiser de vastes rassemblements donnant, aux militants et au public, une impression de puissance. Or, si les effectifs dont il disposait n'étaient pas négligeables — de quinze cents à deux mille adhérents pour la Suisse romande — ils étaient très disséminés. Il était ainsi contraint de demander, pour chaque manifestation, la participation d'importantes délégations cantonales. Les sacrifices financiers qu'imposaient ces déplacements finirent par sembler trop lourds aux Valaisans.

Par ailleurs, les relations entre la direction nationale et la direction cantonale n'avaient connu aucun nuage. Le chef cantonal était tenu de faire rapport sur les activités de sa section, mais il ne recevait que peu de directives. Comme pour le *Front valaisan*, ce furent donc des difficultés financières qui entraînèrent, en août 1936, la disparition de la section valaisanne de la *Fédération fasciste suisse*<sup>27</sup>.

### 3. Le « Courrier du Valais »

Après la rupture avec ses amis du *Front valaisan*, en mai 1934, Sauthier se livra dans le *Courrier de Sion* à de violentes attaques contre la F. F. S. Puis, le temps effaçant les acrimonies, il adopta une attitude plus conciliante. A la fin de 1934, il affirmait que « le fascisme serait excellent débarrassé de ses utopies internationales »<sup>28</sup>. Une telle prise de position n'était pas en contradiction avec la ligne du parti conservateur qui, quelques mois plus tard, signait un apparentement avec la F. F. S. Malgré des déclarations parfois peu orthodoxes, le *Courrier* restait l'organe d'une fraction du parti majoritaire. Cette situation prit fin avec le changement de propriétaire qui intervint en mai 1935.

A cette date, le journal fut racheté par un antiquaire fribourgeois établi en Valais, Léopold Rey. Le nouveau propriétaire le rebaptisa *Courrier du Valais* et surtout en modifia la ligne politique. Sous l'impulsion de Rey, qui en assurait lui-même la rédaction, le nouveau *Courrier* se montra beaucoup plus extrémiste que son prédécesseur. Il critiqua fré-

<sup>26</sup> *Courrier du Valais*, 25 mai 1936.

<sup>27</sup> Entretien avec Ch. Desfayes.

<sup>28</sup> *Courrier de Sion*, 26 décembre 1934. Le programme de la F. F. S. (*Le Fasciste suisse*, 12 octobre 1933) prévoit une « coordination des efforts fascistes sur le plan international ».

quemment « l'impuissance du parti conservateur »<sup>29</sup> et soutint très systématiquement les mouvements de tendance fasciste.

Pour lui, les militants de la F. F. S. étaient des « conservateurs ACTIFS »<sup>30</sup>. Il vantait leur patriotisme et le courage de leur lutte contre le marxisme et réclamait la constitution d'un cartel des droites les unissant aux conservateurs.

Le *Courrier* consacra un long article au congrès de Conthey et s'étendit plus longuement encore sur celui de Saint-Léonard. Il sembla approuver la radicalisation du mouvement que laissa apparaître ce second rassemblement. Rapportant la proposition de l'un des orateurs de pendre tous les parlementaires fédéraux aux pylônes des CFF, il ajoutait : « Cette idée est assez heureuse ! Dans tous les cas, et pour peu que les choucas ne les mangent pas trop vite..., cela attirera chez nous bien du monde ! Et ce sera une prospérité nouvelle pour nos CFF ! »<sup>31</sup>.

Au printemps de 1936, il se réjouit de la création du mouvement des *Jeunes Travailleurs*, exprimant l'espoir que ceux-ci adopteraient une ligne clairement antidémocratique : « Il faut enfin sortir de l'ornière, il faut proclamer qui l'on est et où l'on va avec le courage et l'énergie qui ont assuré le succès au précurseur des régimes forts : Mussolini.

» Loin de ne voir dans la chemise verte qu'un vêtement de parade, nous lui attachons le symbole que revêtirent déjà d'autres uniformes et d'autres couleurs »<sup>32</sup>.

Il réitéra ses encouragements aux J. T. à descendre dans l'arène politique pour y contrer les partis traditionnels. Puis, en août, comme ils n'avaient fait aucun pas dans ce sens, il leur reprocha en une violente diatribe de n'être que « la synthèse de l'impuissance politique »<sup>33</sup>.

La déception que lui causèrent les J. T. venait de ce qu'ils ne s'étaient pas déclarés les adversaires d'un régime que, pour sa part, il ne cessait de vitupérer. La démocratie n'était qu'une « école de palabres, de discours inutiles et de divisions intestines, une institution de démagogie et de misère »<sup>34</sup>. Il la considérait d'ailleurs comme moribonde et en montrait une vive satisfaction : « C'est le Parlement qui nous a menés où nous sommes ; il en meurt le premier, tant mieux »<sup>35</sup>.

Il se défendait pourtant d'être partisan d'une dictature. Selon lui, la démocratie devait être remplacée par un système corporatif. Et, contre le « capitalisme égoïste », il défendait l'idée d'un « socialisme national »<sup>36</sup>. Mais jamais il ne précisa comment il concevait ce corporatisme et ce socialisme.

Antidémocrate passionné, Rey fut également un antisémite farouche. Pour lui, les Juifs appartenaient à une race maudite et ils étaient

<sup>29</sup> *Courrier du Valais*, 12 juin 1936.

<sup>30</sup> *Ibid.*, 15 mai 1935.

<sup>31</sup> *Ibid.*, 25 mai 1936.

<sup>32</sup> *Ibid.*, 1er juin 1936.

<sup>33</sup> *Ibid.*, 14 août 1936.

<sup>34</sup> *Ibid.*, 2 décembre 1935.

<sup>35</sup> *Ibid.*, 23 octobre 1936.

<sup>36</sup> *Ibid.*, 2 décembre 1935 et 22 juillet 1936.

à ce point l'incarnation du Mal qu'il n'hésita pas à écrire : « Peut-on attendre d'un Juif un acte honnête ?<sup>37</sup> »

Tout au long de l'existence de son *Courrier du Valais*, Rey dit ainsi tout le mal qu'il pensait des Juifs. Afin de répandre l'antisémitisme parmi ses lecteurs, il ne se contenta cependant pas de sa propre prose. Il s'appuya sur certains de ceux qui avaient fait leur métier de la lutte contre les Juifs.

C'est ainsi que le *Courrier* reprit des textes de l'*Homme de droite*, cette feuille genevoise dont le ton égalait en violence celui de la presse antisémite nazie. Du 17 août au 7 septembre 1936, il publia, sans en indiquer la provenance, presque en totalité le numéro d'août de cet « organe de lutte contre la juiverie et la franc-maçonnerie ». Deux mois plus tard, il recommença avec le numéro suivant, celui d'octobre.

Une entente étroite existait sans doute entre les deux journaux. En effet, la correspondance des imperfections typographiques fait clairement apparaître que le *Courrier* ne recompose pas les articles ; il use du plomb de l'*Homme de droite*.

A l'origine de cette entente se trouve vraisemblablement Sauthier. La vente du *Courrier de Sion* avait privé celui-ci de son poste de rédacteur. Il continua néanmoins de travailler pour le journal. Dans le même temps, il devenait collaborateur régulier de l'*Homme de droite* de son ami Servettaz. On peut donc admettre que c'est lui qui mit en contact Rey et celui-ci.

A partir de la fin du mois de septembre 1936, l'antisémitisme du *Courrier* commença à se nourrir abondamment à une seconde source. La littérature qui émanait de celle-ci visait à démontrer que les régimes démocratiques étaient aux mains des Juifs et que ceux-ci favorisaient la diffusion du communisme.

Cette propagande, plus sereine que celle du périodique genevois, était aussi mieux conçue. Elle émanait d'une officine allemande, l'agence *Weltdienst*, financée si largement par le Ministère de la Propagande qu'elle était à même de publier un service de presse bimensuel gratuit en huit langues<sup>38</sup>.

En politique étrangère, le *Courrier du Valais* soutint constamment l'Italie fasciste, et particulièrement dans le conflit éthiopien. A partir de mars 1936 et durant plusieurs mois, il publia, dans chacun de ses numéros, un ou deux documents photographiques présentant les victoires, la belle tenue et les activités civilisatrices de l'armée italienne en Afrique orientale. L'origine de ces photographies n'était pas indiquée.

Le *Courrier* n'avait vraisemblablement pas les moyens de s'attacher les services d'une agence de photographies de presse et ne publiait que très exceptionnellement des clichés. L'abondant matériel à la gloire de l'armée italienne auquel il recourut était donc vraisemblablement fourni gratuitement par les services de propagande du *Duce*. Sur certains clichés

<sup>37</sup> *Ibid*, 28 septembre 1936.

<sup>38</sup> N. Cohn, *Histoire d'un mythe*, Paris, 1967, p. 216, et D. Bourgeois, *Le Troisième Reich et la Suisse, 1933-1941*, Neuchâtel, 1974, p. 37.

apparaît d'ailleurs une vignette portant le nom de l'agence *Luce*. Or, *Luce* fut de tous les organes de presse italiens celui qui reçut le plus de subventions prélevées sur les fonds secrets du Ministère de la Culture populaire <sup>39</sup>.

La fréquence de parution de cette propagande photographique diminua au cours de l'automne 1936 pour redevenir très régulière en décembre. Le thème était cette fois la guerre d'Espagne <sup>40</sup>. Le *Courrier* se donna alors la peine de dissimuler l'origine de ces illustrations. Sur une série de dessins, les finales de *Europa*, *Spagna* et *Catalogna* furent plus ou moins soigneusement grattées.

A la fin de 1936, l'hebdomadaire socialiste *Le Valaisan* traita le journal de Rey de « *Corriere della Sera valaisan* ». Précisant l'accusation, il ajoutait que, dans le domaine de la politique étrangère « on y sent nettement, sinon l'influence de Mussolini, du moins celle de son représentant à Sion » <sup>41</sup>.

En décembre 1936, Rey vendit à la Société anonyme de la *Feuille d'Avis du Valais* le titre de son journal, qui continua de paraître sous le nom de *Tribune valaisanne*. Le nouveau *Courrier*, politiquement neutre, disparut en été 1937. La *Tribune valaisanne* eut une existence encore plus éphémère : elle s'éteignit en mai.

Lié à l'organe antisémite le plus violent de Suisse romande, lieu de rencontre des propagandes allemande et italienne, le *Courrier du Valais* avait soutenu la F. F. S. et, à la disparition de celle-ci, il fut l'organe de l'*Union nationale valaisanne*, filiale du mouvement d'Oltramare. Auparavant, il s'était fait, en vain, le promoteur d'une section valaisanne du *Front national*.

#### 4. L'échec du Front national

En été 1935, le *Front national* décida de créer une section en Valais. Le *Courrier du Valais* accepta d'accorder son appui à cette entreprise ; dès le mois de juin, il mena une intense campagne en faveur du Front et Sauthier se vit attribuer le rôle de secrétaire local du mouvement <sup>42</sup>.

A fin août, le *Courrier* annonça deux manifestations du F. N. fixées au 1er septembre, l'une à Sion, l'autre à Brigue. Il tenta de leur assurer un maximum de succès, publiant notamment, en première page, des photographies de la garde genevoise du mouvement et du chef national, Rolf Henne. Mais, ni cette propagande, ni le défilé des chemises grises des sections de Genève et Lausanne ne parvinrent à rassembler un nombreux public autour des orateurs. Henne, Sauthier, René Jacquemet, Servettaz et le chef de la section genevoise, Pierre Gertis, parlèrent devant une

<sup>39</sup> *National archives, Washington* : série de microfilms n° T-586, rouleau n° 31.

<sup>40</sup> *Le Valaisan*, 9 octobre 1936.

<sup>41</sup> L'accord entre Rome et Burgos sur l'intervention de troupes italiennes en Espagne est du 27 novembre 1936.

<sup>42</sup> *Courrier du Valais*, 21 août 1935.

soixantaine de Sédunois et l'accueil ne fut guère différent à Brigue <sup>43</sup>.

Le *Front national*, organe romand du F.N., annonça qu'un grand nombre d'adhésions avaient été enregistrées à la suite de ces manifestations et qu'une première section avait été créée. Le *Courrier du Valais* parla, lui, de plusieurs sections <sup>44</sup>. Toutefois, en novembre déjà, le *Front national* n'indiquait plus, dans la liste de ses sections, sous la rubrique Valais, qu'une adresse genevoise. Celle-ci disparut trois mois plus tard. La dissolution officielle n'intervint qu'en août 1936 <sup>45</sup>, mais, durant son année d'existence théorique, le F.N. valaisan ne s'était signalé par aucune activité.

En fait, l'échec était aisément prévisible. Les persécutions religieuses qui s'étaient développées depuis l'avènement du III<sup>e</sup> Reich avaient dressé les catholiques contre le national-socialisme. Très marqué par cette doctrine <sup>46</sup>, le F.N. rallia surtout des protestants. Ses chances étaient donc bien faibles en Valais, où il devait affronter une F.F.S. solidement implantée et très favorable au catholicisme.

## 5. L'union nationale valaisanne

En été 1936, les fascistes valaisans désiraient quitter la F.F.S. Ils n'avaient cependant aucune envie de fonder à nouveau un mouvement strictement valaisan. Ils désiraient en effet disposer d'un organe de presse qui leur permît une propagande active. Or l'expérience du *Front valaisan* leur avait enseigné la difficulté d'assurer à eux seuls la publication d'un périodique. Ils recherchèrent donc une nouvelle alliance.

Le nombre des alliés possibles était toutefois très limité. Avec la F.F.S., le F.N. était le seul mouvement national de quelque importance à posséder une implantation en Suisse romande. Or, il venait d'échouer lamentablement dans sa tentative de s'installer en Valais et, de plus, il se trouvait dans une position très délicate du fait de l'un des dirigeants vaudois, Friedrich Eisenegger. Celui-ci avait essayé, par une démarche auprès du Ministère de la Propagande, de faire débloquer au profit du *Front national* certains fonds gelés en Allemagne. Découverte, l'affaire provoqua un scandale auquel la section vaudoise ne résista pas, entraînant dans sa chute le *Front national*, organe romand, mais publié par ses soins <sup>47</sup>.

Le seul autre mouvement de caractère fasciste existant en Suisse romande était l'*Union nationale*. Bien que celle-ci n'ait jamais manifesté l'intention de sortir des frontières genevoises, c'est avec elle que les Valaisans prirent contact. Oltramare n'hésita pas longtemps. On lui proposait de placer sous son égide un mouvement cantonal constitué et robuste, et cela au moment même où l'affaire Eisenegger éliminait pratiquement

<sup>43</sup> *Journal et Feuille d'Avis du Valais*, 5 septembre 1935 ; *Le Front national*, 15 septembre 1935.

<sup>44</sup> *Courrier du Valais*, 6 septembre 1935.

<sup>45</sup> *Ibid.*, 26 août 1936.

<sup>46</sup> W. Wolf, *op. cit.*, p. 246.

<sup>47</sup> W. Wolf, *op. cit.*, pp. 284-288 ; B. Glaus, *Die nationale Front*, Zurich 1969, pp. 309-310.

le F. N. de la scène romande. Pour lui, l'occasion était trop belle d'élargir son audience, de se poser, face à un *Front national* confiné à la Suisse alémanique, en leader romand.

L'*Union nationale valaisanne* (U. N. V.) fut officiellement créée le 25 août 1936. Quinze jours plus tard, le chef genevois annonçait son intention de fonder des mouvements analogues dans tous les cantons romands. Le 12 février 1937, Oltramare signait avec le chef du F. N., Rolf Henne, un accord qui, délimitant les zones d'influences respectives de leurs mouvements, accordait à l'U. N. toute la Suisse romande<sup>48</sup>.

Les liens entre les mouvements genevois et valaisan demeurèrent longtemps imprécis. Il était évident pour chacun, à commencer par les fascistes valaisans, que le nouveau statut du mouvement impliquait une certaine subordination au chef genevois. L'étendue de cette subordination ne fut toutefois définie qu'un an après la création de l'U. N. V.

A la fin de 1936 et au début de 1937, des Unions nationales naquirent tour à tour dans les cantons de Vaud, de Neuchâtel et de Fribourg. Le 11 juin 1937, les dirigeants des cinq U. N. se réunirent à Yverdon pour fonder officiellement une organisation appelée *Unions nationales romandes*, dont Oltramare fut élu chef. Cette nouvelle organisation ne reçut cependant pas de statuts propres. Son existence ne découlait que de traités passés entre elle et les diverses U. N.

Identiques quant au fond, ces traités laissaient à chacun des mouvements son organisation et son autonomie sur le plan cantonal. Cependant, ils interdisaient toute alliance qui n'aurait pas reçu l'approbation de tous les membres.

Signe de la prééminence d'Oltramare et du mouvement qui lui était directement subordonné, il ne fut jamais question de la signature d'un tel traité par l'U. N. de Genève. Les U. N. neuchâteloise et fribourgeoise signèrent les leurs à l'occasion de la réunion du 11 juin 1937. Celle du Pays de Vaud suivit quinze jours plus tard. Les Valaisans y mirent moins d'empressement : ils attendirent trois mois<sup>49</sup>.

Première des formations créées hors de Genève et de loin la plus nombreuse, l'U. N. V. soulignait ainsi son importance. Mais ce délai n'était peut-être que la marque d'une hésitation à admettre formellement la perte de sa liberté de manœuvre en matière d'alliance.

Dès sa création, l'U. N. V. se donna une organisation extrêmement structurée qui était, à peu de chose près, l'application au Valais de celle adoptée par la F. F. S. La terminologie employée exprimait d'ailleurs la continuité entre les deux mouvements.

Au sommet, un chef cantonal assisté d'un directoire de sept membres au maximum. Le directoire n'avait que des pouvoirs consultatifs, sauf en matière financière. Pour le reste, le chef décidait sans appel. Parmi les membres du directoire, il choisissait un lieutenant et un banneret, auxquels il pouvait déléguer ses pouvoirs.

Au-dessous de lui, des chefs de région (Haut-Valais, Centre, Bas-

<sup>48</sup> R. Joseph, *L'Union nationale, 1932-1939*. Un fascisme en Suisse romande, Neuchâtel, 1975, pp. 215-218.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 227.

Valais) contrôlaient l'activité des chefs de district ; ceux-ci avaient sous leurs ordres les chefs de faisceau, chefs communaux qui pouvaient à leur tour, si les effectifs le justifiaient, diviser leurs troupes en serments. Le chef cantonal, le directoire, les chefs régionaux et de district formaient le conseil cantonal. Elargi aux chefs de faisceau, celui-ci était appelé assemblée générale.

Aucune fonction n'était élective. Tous les responsables, qui pouvaient s'adjoindre un lieutenant et un banneret, étaient désignés par l'échelon supérieur. Les statuts ne parlaient ni de la nomination ni de la révocation du chef cantonal, qui était donc théoriquement inamovible. De fait, Charles Desfayes, dont la désignation avait précédé l'adoption des statuts<sup>50</sup>, dirigea le mouvement jusqu'à sa disparition en 1940. Tombé gravement malade en décembre 1936, il abandonna quelque temps la direction effective à son lieutenant, l'ingénieur vaudois Pierre Chapuisat, travaillant à Sion, mais la reprit dès qu'il fut rétabli<sup>51</sup>.

Durant les premiers mois de son existence, l'U. N. V. put se passer de l'organe du mouvement genevois, l'*Action nationale*, dans lequel elle avait voulu se ménager une place. En effet, Rey, qui avait vivement encouragé sa création<sup>52</sup>, lui ouvrit les colonnes de son journal en proclamant : « Dans l'Union nationale réside l'avenir du pays »<sup>53</sup>.

L'U. N. V., dans son programme d'action<sup>54</sup>, réclamait un commandement unique à la tête de la Confédération, l'établissement de la corporation, la protection de la religion, de la famille, de l'épargne et de la morale, mais elle ne précisait pas quelles institutions elle désirait voir être mises en place.

Dans la page du *Courrier du Valais* qui lui était réservée, elle développa abondamment le thème anticomuniste. Cependant, à l'instar du mouvement genevois, elle se montra farouchement anticapitaliste : « Depuis une vingtaine d'années, le capitalisme s'est développé dans des proportions si considérables que les masses populaires sont soumises à l'esclavage des requins de la finance qui font la loi. »<sup>55</sup> »

L'amélioration du sort des couches de la population les plus défavorisées constitua la revendication qu'elle exprima avec le plus de vigueur. Combattant ainsi pour l'instauration de la justice sociale, elle attaqua vivement la passivité et l'égoïsme de celle qu'elle appelait « la grande coupable »<sup>56</sup>, la bourgeoisie : « On s'imagine parfois que les nationalistes ou fascistes ont pour mission de défendre le coffre-fort bourgeois. Eh bien, les rouges pourront massacrer les bourgeois, violer les bourgeoises, les fascistes ne se dérangeront pas pour venir au secours de ces messieurs et dames. »<sup>57</sup> »

<sup>50</sup> *Courrier du Valais*, 23 octobre 1936.

<sup>51</sup> *Courrier du Valais*, 28 décembre 1936 ; *Tribune valaisanne*, 12 février 1937 ; *L'Action nationale*, 20 février 1937.

<sup>52</sup> *Courrier du Valais*, 5 août 1936.

<sup>53</sup> *Ibid.*, 26 août 1936.

<sup>54</sup> *Ibid.*, 2 septembre 1936.

<sup>55</sup> *Ibid.*, 26 août 1936.

<sup>56</sup> *Ibid.*, 14 septembre 1936.

<sup>57</sup> *Ibidem*.

Antidémocratique — le principe d'autorité figurait dans ses statuts parmi les fondements politiques sur lesquels il s'appuyait —, le mouvement se donnait pour but la prise du pouvoir par des élections régulières. Toutefois, comme l'*Union nationale* de Genève et tous les groupements analogues, il laissa clairement entendre qu'il pourrait être amené à choisir l'action directe : « Nos idées politiques ne resteront pas à l'état de doctrine. Elles passeront dans les faits ; à côté des moyens légaux, il y a les autres : ceux que nous affectionnons le plus. »<sup>58</sup>

Dans le programme qu'il publia lors de sa création, il déclara que ses membres étaient « rigoureusement indépendants de toute influence étrangère ». Cette affirmation était pourtant démentie par le slogan qui s'étalait sur quatre colonnes sous ce manifeste, une traduction de la devise fasciste « *credere, ubbedire, combattere* ».

Héritière et continuatrice d'un mouvement qui s'était ouvertement intitulé fasciste, l'U. N. V. ne manifestait d'ailleurs aucune réticence à se reconnaître fasciste. Elle appelait « camarades » les phalangistes espagnols et Desfayes proclamait : « La victoire fasciste est inscrite partout dans l'Europe de demain. »<sup>59</sup>

Rapidement, les liens se distendirent entre Rey et l'U. N. V. Dès le mois de novembre 1936, la page de l'*Union nationale* ne parut plus qu'irrégulièrement dans le *Courrier du Valais*. Elle subsista encore quelques semaines dans la *Tribune valaisanne*, puis son propriétaire, en février 1937, annonça que son journal cessait d'être l'organe de l'U. N. V. ; celle-ci fit à son tour savoir que Rey n'appartenait plus au mouvement<sup>60</sup>.

Dès lors, l'*Action nationale* étant devenue l'unique organe du mouvement valaisan, celui-ci n'exprima plus de position propre. Son chef, qui fut pratiquement le seul Valaisan à écrire dans l'hebdomadaire genevois, se contenta de transmettre des échos de la politique cantonale.

La période de l'*Union nationale* fut, selon Desfayes, « la plus belle du nationalisme valaisan »<sup>61</sup>. Les effectifs, en croissance par rapport à la période de la F. F. S., atteignirent environ cinq cents membres. Mais l'U. N. V. resta limitée au Valais central, ne recueillant que quelques adhésions individuelles dans les districts de Martigny et d'Entremont<sup>62</sup>.

Lors des élections communales de novembre 1936, le mouvement présenta cinq candidats dans le chef-lieu : Desfayes et Chapisat, son lieutenant, Lorétan et Fardel, anciens membres du comité du *Front valaisan* puis respectivement capitaine et banneret du faisceau de Sion de la F. F. S., et un commerçant, Marcel Baechler<sup>63</sup>.

L'U. N. n'était entrée dans la mêlée électorale qu'après avoir vainement tenté d'obtenir l'introduction de la représentation proportionnelle

<sup>58</sup> *Ibid.*, 9 novembre 1936.

<sup>59</sup> *Ibid.*, 28 août 1936.

<sup>60</sup> *Tribune valaisanne*, 12 février 1937 ; *L'Action nationale*, 20 février 1937.

<sup>61</sup> Ch. Desfayes, *Le mouvement de rénovation nationale en Valais* (mémoire rédigé en 1971 à l'intention de l'auteur, inédit), p. 4.

<sup>62</sup> Lettre de Ch. Desfayes à l'auteur, du 26 janvier 1971.

<sup>63</sup> Celui-ci précisa par la suite qu'il n'était pas membre de l'U. N. V. (*Courrier du Valais*, 2 décembre 1936).

et sans trop croire à ses chances. Desfayes, le mieux placé des candidats fascistes, obtint 149 voix, alors que la majorité absolue nécessaire pour une élection au premier tour était de 860.

Des candidats de l'U. N. se présentèrent également à Miège et à Conthey. Dans la première de ces communes, ils obtinrent 50 voix sur 140. À Conthey, qui connaissait la proportionnelle, les résultats donnèrent lieu à une longue controverse. Le candidat de l'U. N., René Jacquemet, ancien président du *Front valaisan* et ancien collaborateur du *Front national*, obtint 868 voix. Le quotient étant de 875, il fut exclu de la première répartition. L'U. N. fit valoir que, à la seconde répartition, son résultat s'opposait à un reste inférieur du parti conservateur. La commission électorale, le Conseil d'Etat puis le Tribunal fédéral jugèrent que l'élimination à la première répartition était définitive.

Quelques mois plus tard, lors des élections cantonales de mars 1937, l'U. N. présenta des listes dans les districts de Sion et de Conthey. Dans le premier, Pierre Chapuisat ne recueillit que 41 listes. Dans le second, Emile Torrent, qui avait été le grand leader contheysan du *Front valaisan*, en recueillit 151 ; en suffrages de parti, il obtint 928 voix, alors que le quotient de première répartition était de 2629.

Outre son activité sur le plan électoral, l'U. N. V. se signala par l'organisation de quelques manifestations. La première de celles-ci eut lieu à Sion le 25 octobre 1936. Elle était dirigée contre un arrêté fédéral urgent sur les CFF, qui fut d'ailleurs rejeté par les Chambres en juin 1937, et l'impôt fédéral sur les boissons, qui provoqua une levée de boucliers des cantons viticoles. Oltramare s'était déplacé avec un jeune orateur de l'U. N. du Pays de Vaud. Desfayes, Chapuisat et Rey prirent également la parole, puis l'assemblée adopta une résolution à l'intention du Conseil fédéral. Le *Courrier du Valais* présenta cette assemblée comme un triomphe. En fait, il semble qu'elle ne groupa qu'environ deux cents personnes, dont le quart était constitué par une délégation de Genevois venus accompagner leur chef <sup>64</sup>.

Quelques semaines plus tard, une deuxième manifestation vit quatre cents personnes défiler dans les rues de Conthey pour protester contre la décision de la commission électorale concernant Jacquemet <sup>65</sup>.

Le 10 octobre 1937, l'U. N. V. se réunit en congrès à Miège en présence d'importantes délégations des autres mouvements romands. Un immense portrait d'Oltramare ornait la plus haute maison du village. L'un des orateurs valaisans tint cependant à rappeler les origines du mouvement en situant cette assemblée dans la ligne de celles organisées par la F. F. S. à Conthey et Saint-Léonard. Quatre cents Valaisans et autant de Romands assistèrent à ce congrès qui vit, par autorisation spéciale de Mgr Bieler, évêque de Sion, la messe se dérouler en plein air <sup>66</sup>.

<sup>64</sup> *Courrier du Valais*, 21, 26 et 28 octobre 1936 ; *Journal et Feuille d'Avis du Valais*, 27 octobre 1936 ; *La Patrie valaisanne*, 28 octobre 1936 ; *Le Valaisan*, 30 octobre 1936.

<sup>65</sup> *Tribune valaisanne*, 8 janvier 1937.

<sup>66</sup> *L'Action nationale*, 16 octobre 1937 ; *Le Pilori*, 18 octobre 1937 ; *La Patrie valaisanne*, 13 octobre 1937.

Un second rassemblement des sections de l'U. N. V. eut lieu à Arbaz un an et demi plus tard, le 30 avril 1939. Il se déroula selon le cérémonial devenu traditionnel : cortège, messe, repas, discours et intermèdes musicaux interprétés par les fanfares du mouvement. Le nombre des participants valaisans ne s'était probablement pas profondément modifié, mais les invités romands étaient moins nombreux. Les Unions nationales vaudoise, neuchâteloise et fribourgeoise n'avaient plus qu'une existence théorique. Seule une soixantaine de Genevois avait fait le déplacement<sup>67</sup>.

En matière d'alliances, l'U. N. V. se montra plus audacieuse que le mouvement genevois. Son chef ne goûtait guère la participation de l'U. N. de Genève à une alliance des partis bourgeois, partis que ses troupes combattaient en Valais. S'il estimait cependant que « la discipline (lui) faisait un devoir de ne pas élever de débats à ce sujet »<sup>68</sup>, il préférait de loin une entente avec l'extrême gauche : « Les mauvaises expériences faites avec (les bourgeois), conduisaient à un rapprochement avec les camarades d'en face. Nous étions l'objet des mêmes attaques venimeuses, où il s'agissait surtout de mettre hors la loi les extrémistes de droite et de gauche. »<sup>69</sup>

Il pratiqua d'ailleurs ce genre d'entente. En novembre 1936, lors des élections communales, son nom figurait à côté de celui d'Oscar Machoud, membre d'un groupement d'extrême gauche appelé le *Droit de Vivre*, sur une liste indépendante lancée par un candidat de l'entente conservatrice-libérale qui désirait accroître ses chances.

A l'inverse de Desfayes, Ultramaré était absolument opposé à toute forme d'alliance avec l'extrême gauche. Et il lui était d'autant plus difficile d'accepter les vues du chef valaisan qu'il militait à Genève pour l'interdiction du parti communiste. Le texte des traités qu'il donna à signer aux Unions nationales des autres cantons devait lui garantir que les Valaisans ne pratiqueraient pas une politique qui pouvait le gêner. De fait, après y avoir apposé sa signature, l'U. N. V. n'entretint plus de relations qu'avec les autres Unions nationales.

En 1939, alors que les mouvements vaudois, neuchâtelois et fribourgeois s'étaient pratiquement éteints, l'U. N. de Genève entra à son tour dans une phase de déclin<sup>70</sup>. L'U. N. V. n'en fut pas affectée. Le début de la guerre lui amena même de nouveaux adhérents, quelques communistes qui avaient tiré des conséquences extrêmes du pacte Ribbentrop-Molotov<sup>71</sup>. Son existence prit fin brutalement en été 1940. Mais sa disparition ne correspondait qu'à un nouveau changement de nom du mouvement apparu en 1933.

<sup>67</sup> *L'Action nationale*, 6 mai 1939.

<sup>68</sup> Ch. Desfayes, *Le mouvement de rénovation nationale en Valais*, p. 5.

<sup>69</sup> *Ibidem*.

<sup>70</sup> R. Joseph, *op. cit.*, pp. 273 ss.

<sup>71</sup> Lettre de Ch. Desfayes à l'auteur, du 26 janvier 1971.

## 6. La section valaisanne du Mouvement national suisse

En janvier 1939, Oltramare avait quitté le devant de la scène et laissé la direction de l'U. N. de Genève à un conseil de sept membres. Cependant, il souhaitait vraisemblablement rester le chef effectif du mouvement. Les nouveaux dirigeants ne l'entendant pas ainsi, les relations se tendirent peu à peu. Elles devinrent franchement mauvaises durant l'hiver 1940 en raison des jugements du *Pilori*, le journal d'Oltramare, sur les belligérants. A fin avril, la rupture était consommée.

Au même moment, Oltramare se voyait interdire son *Pilori*. En mai, il quitta la Suisse ; en juin, il entra à Paris sur les talons de l'armée allemande. Il allait y passer toute la guerre comme journaliste de la presse d'occupation <sup>72</sup>.

En ce même mois de juin 1940, le mouvement dont il avait été le chef suspendit ses activités, laissant, volontairement ou non, le champ libre à une nouvelle formation, le *Mouvement national suisse* (M. N. S.), branche romande de la *Nationale Bewegung der Schweiz* (N. B. S.) <sup>73</sup>.

La création de la N. B. S. par diverses personnalités alémaniques favorables au national-socialisme résultait très directement de la défaite de la France. Pour les fondateurs du mouvement, la guerre était virtuellement terminée ; l'Europe était devenue nationale-socialiste et la Suisse devait aligner ses institutions sur celles de ses voisins, faute de quoi elle se verrait imposer par la force le changement radical qu'elle n'avait su réaliser d'elle-même <sup>74</sup>.

Le M. N. S., dont l'apparition suivit de peu celle de la N. B. S., avait pour principal promoteur le Dr Walter Michel, de tous les lieutenants d'Oltramare celui qui avait été le plus proche de l'ancien chef. Certain que Desfayes se rangerait à ses côtés, Michel ne prit pas la peine de le consulter. C'est par une circulaire que le Valaisan apprit, en juillet 1940, qu'il était l'un des fondateurs du nouveau mouvement.

L'U. N. de Genève paraissait moribonde. Le M. N. S. se présentait au contraire comme un renouveau prometteur du frontisme, l'annonce d'un second « printemps des Fronts ». Sans hésiter, Desfayes approuva pleinement ce rassemblement des partisans d'une insertion de la Suisse dans l'Europe nouvelle et son mouvement « adhéra sans discussion à la nouvelle formule » <sup>75</sup>.

Si les Valaisans étaient soumis à l'autorité nominale d'un nouveau chef romand, ils conservaient la très large autonomie qui avait toujours été la leur. Et, sur le plan idéologique, le M. N. S. correspondait mieux

<sup>72</sup> R. Joseph, *op. cit.*, pp. 265-284 et 292-296.

<sup>73</sup> Le N. B. S. et le M. N. S. constituaient les deux branches d'un même mouvement. Une direction commune ne fut toutefois instituée qu'au début de novembre.

<sup>74</sup> *Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'activité anti-démocratique exercée par des Suisses et des étrangers en relation avec la période de guerre de 1939 à 1945*, première partie (28 décembre 1945), pp. 136-137.

<sup>75</sup> Ch. Desfayes, *Le mouvement de rénovation nationale en Valais*, p. 7.

que l'U. N. aux vues de leur chef. Reprenant dans l'ensemble les mêmes thèmes que celle-ci, il se montrait cependant beaucoup plus révolutionnaire en matière sociale. De plus, il était ouvert à l'idée d'une alliance avec l'extrême gauche <sup>76</sup>.

A la faveur du nouveau changement de nom, le mouvement valaisan s'étendit au Bas-Valais. Quatre sections furent créées dans le district de Martigny (Martigny, Saxon, Riddes et Isérables) et deux dans le district d'Entremont (Orsières et Sembrancher). Toutefois, le nombre des adhérents ne s'accrut pas de façon notable <sup>77</sup>.

Les fascistes valaisans se préparaient à de nouvelles élections communales lorsque le Conseil fédéral prononça, par un arrêté du 19 novembre 1940, la dissolution du M. N. S. en raison des liens que celui-ci entretenait avec le III<sup>e</sup> Reich. Si les autorités allemandes virent dans cette mesure un acte inamical, un haut fonctionnaire affirma cependant que le mouvement n'en disparaîtrait pas pour autant : il était à même de poursuivre ses activités de façon illégale <sup>78</sup>.

La prévision était exacte ; le M. N. S. entra dans la clandestinité et poursuivit ses relations avec l'Allemagne. Cette activité n'était toutefois due qu'à quelques chefs dont les troupes n'étaient sans doute plus très nombreuses. Le Valais constitua probablement une exception. Selon le rapport officiel qui fit après la guerre le bilan de toutes les menées subversives, la section dirigée par Desfayes apparaît comme la seule à avoir pu maintenir une activité régulière. Elle comptait encore cent cinquante membres, percevait des cotisations, s'efforçait de collecter des fonds, tenait des assemblées <sup>79</sup>. Les communistes amenés au mouvement par le pacte Ribbentrop-Molotov se révélèrent particulièrement actifs <sup>80</sup>.

Ces agissements, en Valais et ailleurs, ne passèrent pas inaperçus de la police fédérale. Le 10 juin 1941, une vaste opération fut déclenchée dans dix-sept cantons pour y mettre fin. Quelques Valaisans passèrent au travers des mailles du filet. Ils furent au moins trois à se réfugier en Italie. Embarrassés de leur présence, les autorités fascistes s'efforcèrent de leur faire franchir le Brenner ; sans leur demander leur avis, les Allemands les dirigèrent immédiatement sur un centre de recrutement près de Stuttgart <sup>81</sup>. C'est ainsi que d'authentiques Valaisans furent amenés à combattre dans la *Waffen-SS*. Parmi eux, un ancien communiste qui, pour avoir mal compris le sens de l'accord germano-soviétique d'août 1939, se trouva entraîné, deux ans plus tard, dans la grande croisade antibolchévique déclenchée par le III<sup>e</sup> Reich.

<sup>76</sup> R. Joseph, *op. cit.*, p. 286.

<sup>77</sup> Lettre de Ch. Desfayes à l'auteur, du 26 janvier 1971.

<sup>78</sup> Archives du Ministère des affaires étrangères, Bonn : Büro des Staatssekretärs, Schweiz, Bd 1, 1938-1941.

<sup>79</sup> *Rapport du Conseil fédéral ...*, p. 143.

<sup>80</sup> Entretien avec Ch. Desfayes.

<sup>81</sup> Archives du Ministère des affaires étrangères, Bonn : Repertorium Inland, p. 89, Inland II geheim 322, Waffen SS : Schweiz.

Desfayes fut jugé en juin 1944, en même temps que Walter Michel. Il fut condamné à dix mois de prison avec sursis et déduction de deux mois de préventive.

\* \* \*

Ainsi prit fin l'aventure fasciste en Valais.

Quelle fut l'importance réelle du mouvement qui naquit au « printemps des Fronts » et fut décapité par la police huit ans plus tard ? La réponse à cette question varie selon le contexte envisagé.

Dans l'histoire des fascismes romands, le mouvement valaisan occupe la seconde place. Infiniment moins important que l'*Union nationale* de Genève, qui détint dix des cent sièges du Grand Conseil, il précède, par ses effectifs et sa longévité, les autres sections de la F.F.S., toutes les sections du F.N. et du M.N.S.<sup>82</sup> et, plus nettement encore, les U.N. vaudoise, neuchâteloise et fribourgeoise.

Cependant, cette importance n'est que relative. Pas plus que les autres mouvements, l'U.N. de Genève exceptée, le fascisme valaisan ne parvint à jouer un rôle au niveau cantonal. Il n'eut aucun député et ne lança jamais ni une initiative ni un référendum. Il ne fut donc pas une force politique avec laquelle les autres formations eurent à compter. Avec quarante ans de recul, on peut dire qu'il n'a guère marqué l'histoire du canton.

Tout autre fut son importance dans la vie de quelques communes du Valais central, telles Conthey ou Nendaz. Encore qu'il n'y remportât pas non plus de victoire électorale, son poids cessait d'être négligeable. Et c'est probablement dans l'histoire de ces quelques communes, qui connaissaient alors de sérieuses difficultés, qu'il faut rechercher les raisons du succès relatif du fascisme valaisan.

<sup>82</sup> La section vaudoise du M.N.S. eut des effectifs de même importance que la section valaisanne, mais elle résista beaucoup moins bien à l'interdiction du Conseil fédéral de novembre 1940.

TABLE DES MATIÈRES

1. Le front valaisan . . . . .	138
2. La section valaisanne de la Fédération fasciste suisse . . . . .	142
3. Le « Courrier du Valais » . . . . .	146
4. L'échec du Front national . . . . .	149
5. L'union nationale valaisanne . . . . .	150
6. La section valaisanne du Mouvement national suisse . . . . .	156